

Le pouvoir aux travailleurs

30 OCTOBRE 2021

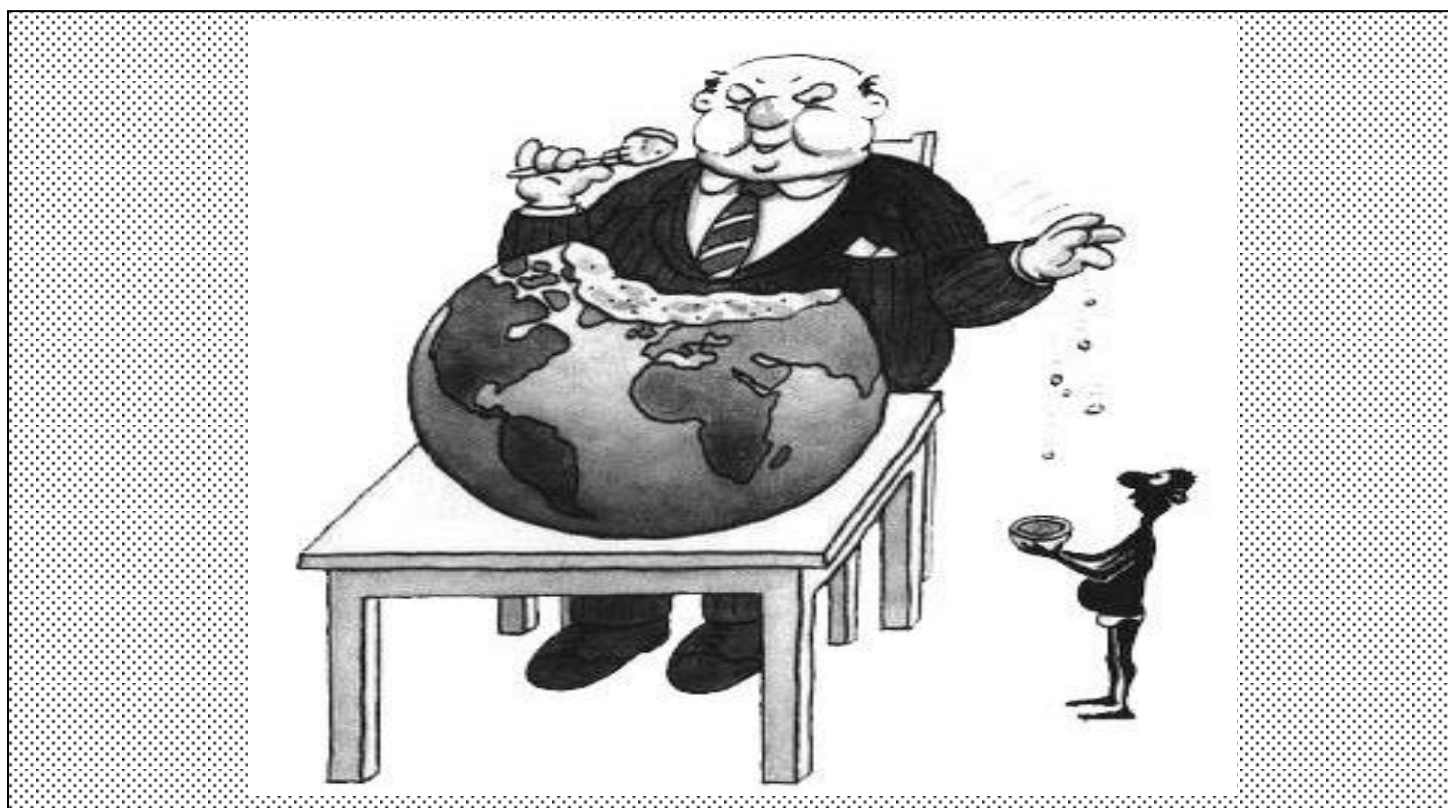
N° 278

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière



Éditorial

PPA-CI – PDCI – RDR – FPI - ... OBJECTIF MANGEOIRE !

Page 3

COTIPLAST :
LES TRAVAILLEURS
RELÈVENT LA TÊTE

Page 4

LA SOCIÉTÉ VA MAL,
L'ÉCOLE AUSSI

Page 7

SOUDAN : LES MILITAIRES
TENTENT D'ÉCRASER LA
POPULATION

Page 12 - 13

| <u>SOMMAIRE</u> | PAGES |
|--|---------|
| <u>EDITORIAL :</u> | |
| - PPA-CI – PDCI – RDR – FPI - ... OBJECTIF MANGEOIRE !..... | 3 |
| - COTIPLAST : LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE..... | 4 |
| - INCENDIES D'USINE EN CASCADE : IL EST TEMPS D'EXIGER PLUS DE SÉCURITÉ DANS LES USINES..... | 5 |
| - CHICO : UN ACCIDENT MORTEL À METTRE AU COMPTE DE L'ENTREPRISE | 5 - 6 |
| -: INONDATION À LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON L'INCURIE DU PATRONAT ET DES POUVOIRS PUBLICS EST EN CAUSE | 6 |
| - LA SOCIÉTÉ VA MAL, L'ÉCOLE AUSSI | 7 |
| - « <i>AUX PORTES DU PARADIS</i> » : ON EST OÙ LÀ ?..... | 7 - 8 |
| - TRANSPORT LAGUNAIRE : LE CALVAIRE DES USAGERS | 8 |
| - CACHEZ-MOI CES ENFANTS DE LA MISÈRE !..... | 9 |
| - MORTS CADEAUX ! | 9 |
| - L'ARNAQUE DES COMPTEURS DITS "SOCIAUX" DE LA CIE | 9 - 10 |
| - ENCORE UN CHAUFFEUR DE GBAKA ET SON APPRENTI VICTIMES DES GNAMBROS | 10 |
| - PLUIES DILUVIENNES : CE SONT LES PAUVRES QUI EN PÂTISSENT LE PLUS | 10 - 11 |
| - SOUDAN : LES MILITAIRES TENTENT D'ÉCRASER LA POPULATION | 12 - 13 |

PPA-CI – PDCI – RDR – FPI - ... OBJECTIF MANGEOIRE !

C'est donc parti, Laurent Gbagbo a constitué son équipe pour diriger son parti politique nouvellement créé.

Toutes les vieilles barbes, les anciens du FPI et ceux qui rodaient autour, ceux qui n'avaient pas espoir de trouver une bonne place chez Affi N'Guessan, sont allés chez Gbagbo dans l'espoir d'obtenir un jour un bon « *mangement* ».

Ceux qui n'ont pas trouvé place dans la petite mare aux crocodiles du Rdr ou du PdcI, sont aussi allés au PPA-CI de Gbagbo, pour espérer trouver de l'herbe plus verte à brouter. La création de ce nouveau parti répond principalement à ce besoin. En effet, l'objectif des dirigeants politiques de la bourgeoisie, quand ils s'engagent dans un parti politique, c'est avant tout de parvenir à la mangeoire.

Tous ces partis concurrents ont évidemment en ligne de mire les prochaines élections, notamment la présidentielle. Ceux qui ne sont pas à la mangeoire aujourd'hui calculent sur une redistribution des cartes.

Tous les coups seront alors permis, comme c'est le cas dans ce pays depuis 1993, à commencer par la démagogie ethniste et xénophobe.

Ce n'est pas parce que le dernier né en date, le parti de Gbagbo s'est intitulé « *Parti des peuples africains* » et se réclame du panafricanisme que les choses en seraient autrement. D'ailleurs, ceux-là même qui avaient versé dans l'ethnisme et la xénophobie quand ils étaient au FPI sont les mieux représentés à la tête de ce parti. Eux-mêmes disent qu'ils ont gardé entièrement l'âme du FPI en entrant dans ce nouveau parti.

Lors du congrès de création de ce nouveau parti, le PPA-CI, il n'y a même pas eu de remise en causes ni la moindre condamnation des exactions et des massacres à caractère ethnique et xénophobe dont ont été victimes de nombreux habitants. Pourtant, le poison de l'ethnisme et de la xénophobie est loin d'avoir disparu.

Le chômage et la cherté de la vie jettent de plus en plus de familles pauvres dans la misère. Et c'est justement sur ce terreau-là que poussent les idées de haine et de barbarie les plus exécrables. Les dirigeants politiques de tout bord, ceux au pouvoir comme ceux aujourd'hui dans l'opposition, le savent. Ils trouveront bien des gens sans boussole parmi ces populations pauvres à qui ils pourront faire croire que leur misère vient de ceux d'ethnies d'en face, voire des étrangers prétendument venus voler le travail des ivoiriens, même si ces populations sont encore plus pauvres qu'eux-mêmes. Des pauvres s'en prennent ainsi à d'autres pauvres. Cette situation-là, nous la connaissons pour l'avoir déjà payée de notre chair et de notre sang plusieurs fois dans un passé récent !

Les années à venir ne présagent rien de bon pour les travailleurs et les populations pauvres. Le danger de l'ethnisme et de la xénophobie guette dangereusement. Voilà pourquoi, il est important de savoir que la division fondamentale de la société n'est pas entre nationalités, ethnies ou religions mais entre exploiters et exploités ; entre ceux qui produisent les richesses, les prolétaires, et ceux qui se les approprient, les bourgeois. La misère des travailleurs et des populations pauvres vient de l'exploitation capitaliste et de rien d'autre !

Voilà pourquoi, la création d'un parti communiste révolutionnaire des travailleurs est plus que jamais une nécessité. Ce parti doit avoir pour objectif de bâtir une force de combat, pour être en mesure un jour de contrer la force de la bourgeoisie. Pour cela, les communistes révolutionnaires doivent organiser les travailleurs, les jeunes, par de-là leurs origines ethniques et nationales. Ils doivent relever la conscience des travailleurs en expliquant que leur unique ennemi, c'est la bourgeoisie. Et c'est contre elle qu'ils doivent unir leurs forces pour défendre leurs intérêts en tant que travailleurs.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

COTIPLAST : LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE

Les travailleurs de Cotiplast, une entreprise de plastique située dans la zone industrielle de Yopougon, sont en grève depuis le mercredi 27 octobre. Bandeau rouge autour de la tête, ils ont manifesté bruyamment pour se faire entendre de leur direction. Ils exigent la réintégration des 7 de leurs collègues licenciés, le paiement des reliquats de primes de transport estimés à 135 milles par personne, l'annulation des demandes d'explication visant leurs représentants. Ils réclament aussi une amélioration des conditions de travail et surtout de salaire.

Cette entreprise est connue pour ses conditions de travail difficiles, comme c'est le cas dans la grande majorité des usines situées dans cette zone industrielle. En plus de la chaleur et du bruit, les travailleurs ne sont pas protégés, ils ne disposent pas d'équipement de sécurité. Les cadences sont très élevées. Il n'y a pas d'infirmerie digne de ce nom. En cas d'accident de travail, ce qui arrive très souvent étant donné les mauvaises conditions de travail, la victime est la plupart du temps livrée à elle-même. Le patron règne en maître incontesté. Les travailleurs n'ont pas droit à la parole. Au moindre faux pas, la sanction est immédiate et le plus souvent, c'est le renvoi.

Depuis quatre ans, les travailleurs tentent d'entrer en discussion avec le patron pour poser leurs problèmes, mais toutes leurs tentatives se sont heurtées à un mur. Le patron, avec tout le mépris qu'il a pour les travailleurs a toujours refusé de les recevoir. Les travailleurs ont adressé

des courriers à plusieurs autorités, au président de la République, au préfet d'Abidjan, au ministre de l'Emploi, au procureur de la République, au maire de la commune de Yopougon, au procureur du Tribunal de Yopougon, au Premier ministre, etc. Comme il fallait s'y attendre, toutes ces démarches sont restées lettre morte. Cela a démontré une fois de plus que les autorités et les exploités sont dans le même camp !

Lorsque les travailleurs ont entamé la grève, la direction a aussitôt fait venir les corps habillés. Ces derniers ne se sont pas fait prier pour réprimer les travailleurs. Mais ceux-ci n'entendaient pas se laisser intimider aussi facilement. La tension était palpable. Deux travailleurs ont été blessés par la brutalité des corps habillés et cinq autres ont été jetés en prison pour avoir réclamé leurs droits.

Cette répression n'a pas eu raison de la détermination des travailleurs qui ont continué leur mouvement. Ce que le patron craint le plus c'est que ce mouvement s'éternise et mette à mal ses profits. L'intérêt des travailleurs c'est que leur mouvement s'élargisse vers les travailleurs des entreprises voisines où les salaires et les conditions de travail sont tout aussi exécrables. Cela pourrait changer le rapport de force en leur faveur.

Ce qui est sûr c'est que les patrons ne lâcheront rien tant que les travailleurs n'engageront pas une lutte capable de leur montrer qu'ils auront plus à perdre en refusant de satisfaire les revendications de leurs ouvriers qu'en cédant.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

INCENDIES D'USINE EN CASCADE : IL EST TEMPS D'EXIGER PLUS DE SÉCURITÉ DANS LES USINES

Très tôt le jeudi 21 octobre, un incendie a ravagé l'entrepôt de stockage de chocolat et poudre de cacao de L'incendie était si violent que malgré l'intervention des sapeurs-pompiers, l'entrepôt a été totalement calciné.

Le lendemain, c'est au tour d'une usine de fabrication de chaussures en plastique dans la zone industrielle de Koumassi. Les travailleurs étaient à l'ouvrage lorsqu'une forte explosion a retenti. Là aussi, l'usine a été entièrement réduite en cendre.

Même si aucune perte en vie humaine n'a été annoncée, cette succession d'incendie pose de nouveau la question de la sécurité des ouvriers au travail.

On a encore en mémoire, les incendies d'usine, il n'y a pas si longtemps à King Ivoire et à Industrap, deux entreprises de la zone industrielle de Yopougon, qui ont coûté la vie à plusieurs travailleurs.

Dans les zones industrielles de ce pays, ce n'est un secret pour personne,

l'entreprise CI COA située dans la zone industrielle de Yopougon.

les normes de sécurité, même les plus élémentaires, sont foulées aux pieds par les patrons.

Celle de Yopougon concentre de nombreuses entreprises, pourtant elle ne dispose pas de caserne de sapeur pompiers. Quand il y a des sinistres, les secours doivent parcourir des kilomètres avant d'arriver sur les lieux. Lorsqu'ils arrivent, il est souvent trop tard.

Tout ceci se passe au nez et à la barbe des autorités de ce pays sans que ces derniers ne daignent lever le petit doigt. Quand il y a des drames ils viennent faire leur cinéma, versent quelques larmes de crocodile.

Aujourd'hui, il est plus que jamais urgent pour nous d'exiger des patrons plus de sécurité au travail. Notre vie en dépend.

CHICO : UN ACCIDENT MORTEL À METTRE AU COMPTE DE L'ENTREPRISE

CHICO est une entreprise chinoise qui exerce dans le secteur du BTP. C'est cette entreprise qui a une partie du tronçon de l'autoroute de contournement de la ville d'Abidjan appelée « *la ceinture d'Abidjan* ».

Les ouvriers recrutés par cette entreprise, comme dans la grande majorité des chantiers du BTP, travaillent dans des conditions très difficiles. Sur ce chantier, les travailleurs n'ont qu'une heure de repos pour 10 heures de travail.

Il n'y a pas de cantine, pas de vestiaire, aucun endroit de repos. C'est dans ces conditions qu'un travailleur a trouvé la mort au début de ce mois d'octobre.

En effet, ce travailleur, fatigué après de durs labeurs, a voulu se reposer pour prendre un peu de force. C'est à ce moment-là qu'il a été englouti sous un tas de terre qu'un engin déversait. Ensuite, c'est une tractopelle qui a été utilisé pour le dégager. Dans la précipitation, une dent de cette tractopelle lui a défoncé la tête.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les deux collègues travailleurs sont en fuite aujourd'hui, de peur que la direction ne mette la faute sur eux. L'un était originaire du Ghana et le second du Libéria. Quand ils ont entendu qu'il y aura une enquête, ils ont préféré quitter les lieux. Pourtant, le seul responsable de ce drame, c'est la Direction de cette entreprise. En effet, si elle avait respecté l'heure de pose, le conducteur de cet

engin n'aurait pas englouti l'ouvrier sous les décombres.

Mais les patrons sont des dieux intouchables dans cette société capitaliste. Les forces de l'ordre, la justice, tout l'appareil d'État est à leur service. L'enquête n'aurait été qu'une parodie et une manière de brouiller le chemin, avant que la Direction s'en débarrasse en donnant une petite aumône aux parents pour enterrer le mort.

INONDATION À LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : L'INCURIE DU PATRONAT ET DES POUVOIRS PUBLICS EST EN CAUSE

Il a suffi de la pluie d'une matinée, le 22 Octobre dernier, pour que la zone industrielle de Yopougon soit complètement inondée. Toutes les voies d'accès étaient envahies par les eaux de ruissellement. On ne pouvait pas y accéder, même en véhicule. La pression de l'eau était tellement forte qu'à certains endroits elle a déplacé des voitures en stationnement, y compris un conteneur posé au sol. Une partie du mur d'une usine de charcuterie et d'abattage de porc s'est effondrée, la cour de l'usine a été inondée.

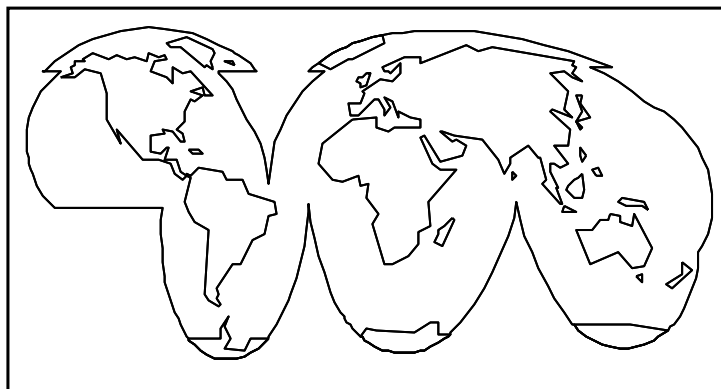
Les travailleurs, allant au travail ou en revenant, pris au piège par cette pluie

soudaine, étaient obligés de se tenir par la main pour éviter d'être emportés par les eaux.

Il y a quelques années, des travaux de viabilisation de cette zone industrielle ont été effectués à coup de milliards de francs. Manifestement ce sont des travaux de « *banabana* » qui ont été effectués car à la moindre pluie un peu sérieuse, c'est l'inondation. En plus de cela, la voirie elle-même est en état de délabrement avancée.

Le patronat dans cette zone industrielle, tant qu'il peut exploiter les travailleurs et faire du profit, se moque éperdument de tout le reste.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LA SOCIÉTÉ VA MAL, L'ÉCOLE AUSSI

Dans différentes écoles secondaires publiques, que ce soit à Abidjan ou à l'intérieur du pays, les vols d'argent, de portables, de livres ou de cahiers se multiplient en salles de classe ou dans les cours d'écoles. Cela va de pair avec la multiplication des actes de violence.

C'est un des nombreux signes de la dégradation des conditions scolaires des enfants des classes populaires. Il peut avoir jusqu'à 160 élèves dans une salle de classe prévue pour une soixantaine d'élèves. On s'assoit à 3 ou 4 là où on devrait être à 2. Certains sont obligés de s'asseoir par terre, d'autres vont prendre les bancs de la salle voisine, cela ne résout pas la question mais augmente au contraire les conflits entre élèves.

Il arrive souvent que des élèves n'aillent pas à l'école parce que les parents n'ont pas les moyens de payer le montant de l'inscription. D'autres parviennent à payer les frais d'inscription mais côté fournitures scolaires c'est le strict minimum. Parfois on réutilise un vieux cahier déjà entamé pour prendre des notes. Quant à se nourrir, c'est souvent un repas par jour à la maison. Certains, accablés par la faim, en sont

réduit à utiliser de la violence pour chaparder les repas des plus faibles.

La dégradation de la scolarité de ces enfants est à l'image de la dégradation des conditions de vie de leurs parents travailleurs. Victimes du travail précaire et souvent d'opérations de déguerpissement, ils tombent de plus en plus dans la misère. Dans ces conditions, comment assurer une bonne scolarité à ses enfants ?

Mettre des caméras dans la cour comme le font certaines écoles ou faire défiler des policiers municipaux est une fausse solution pour résoudre la question des vols et des violences. Il faudrait prendre le mal à sa racine, c'est-à-dire éradiquer la misère et permettre à chaque enfant de bénéficier de meilleures conditions matérielles et scolaires.

La société a la capacité de donner à tous la possibilité de vivre et de s'éduquer décemment. Mais pour cela, il faut empêcher la petite minorité de parasites et d'exploiteurs de confisquer les richesses produites par les travailleurs et les petits paysans et de mettre toutes ces richesses et tous les moyens techniques au service de ceux qui en ont le plus besoin.

« AUX PORTES DU PARADIS » : ON EST OÙ LÀ ?

Ces jours-ci, les médias sur les réseaux sociaux ont fait état de ce que la banque mondiale avait dit dans un de ses rapports qui date de quelques années, selon lequel la Côte d'Ivoire était « *aux portes du paradis* ».

La Côte d'Ivoire pour les capitalistes, c'est certainement un eldorado. De l'or, du pétrole, des affaires à faire, une main d'œuvre corvéable à merci, des facilités fiscales, des aides de l'État à gogo, etc. Pour ceux-là, oui la Côte d'Ivoire est aux portes du Paradis !

L E U R S O C I E T E

Par contre, pour la grande majorité de la population qui peine à se nourrir, qui trouve difficilement un travail, et dont les difficultés sont aggravées par l'augmentation des prix des produits de première nécessité, c'est plutôt l'enfer. Dans la zone industrielle par exemple, ceux qui cherchent du travail sont soumis à un racket pour décrocher un petit job de journalier mal payé. Les loyers deviennent inabordables. Même, le prix des baraques

en bois dans les quartiers précaires augmente. Les travailleurs sont condamnés à habiter de plus en plus loin de la ville. Pour tous ceux-là, c'est plutôt « *aux portes de l'enfer* » !

Leur paradis, les capitalistes et les parasites qui vivent dans le luxe le perdront, le jour où le monde du travail décidera de se révolter et prendre son destin en main !

TRANSPORT LAGUNAIRE : LE CALVAIRE DES USAGERS

La ville d'Abidjan compte aujourd'hui plus de 6 millions d'habitants. Chaque jour, c'est près de 1,2 millions de personnes qui ont recours à des véhicules pour leurs déplacements. La lagune Ébrié qui se trouve au cœur de la ville d'Abidjan est aussi sollicitée. Pas moins de 225.000 personnes utilisent des embarcations pour la traverser chaque jour dans toutes les directions.

Jusqu'en 2014, seule la Sotra, entreprise étatique, avait le monopole du transport lagunaire. Mais parallèlement, des embarcations de fortune, les pinasses comme on les appelle ici, ont toujours pallié les insuffisances de la Sotra. Depuis 5 ans, deux autres entreprises ont profité de la libéralisation du secteur : la STL d'Adama Bitogo et Aqualine de Zoumana Bakayoko, frère aîné du défunt Premier ministre Ahmed Bakayoko.

Malgré l'ouverture du secteur du transport lagunaire au privé, il y a toujours un déficit car les 3 entreprises n'arrivent à transporter qu'un peu plus de 100 000 personnes par jour. En plus, la Sotra est en net régression sur le transport

lagunaire, ses structures sont comme laissées à l'abandon et ses bateaux-bus deviennent de plus en plus rares. La gare lagunaire du Plateau, qui était l'une des plus belles, a coulé faute d'entretien, comme si c'était programmé ainsi pour laisser place aux capitalistes du privé.

Malgré ses tarifs plus bas, les usagers de la Sotra, pour éviter les longues files d'attente, sont obligés de se rabattre vers les autres gares et vers les pinasses. Aussi, il y a des destinations (Abata, Marcory, Koumassi) où la Sotra, bien que la plus ancienne, n'a pas de ligne et ces destinations sont réservées au secteur privé.

C'est à croire que l'entreprise étatique fait tout pour laisser le champ libre à ses concurrentes, surtout quand on sait que ces deux dernières appartiennent à des hauts dignitaires du pouvoir en place. L'État ne semble leur imposer aucun cahier des charges les obligeant à augmenter le nombre d'embarcations pour diminuer les temps d'attente des usagers. C'est tout bénéf pour eux !

L E U R S O C I E T E

CACHEZ-MOI CES ENFANTS DE LA MISÈRE !

Dominique Ouattara est la « *marraine* » d'une association qui prétend lutter pour avoir « *zéro enfant dans la rue* ».

Ces riches sont vraiment hypocrites ! Si le nombre d'enfants qui se débrouillent dans les rues d'Abidjan pour gagner quatre sous ne cessent d'augmenter de jour en jour, c'est précisément à cause du système économique qui fait que les riches deviennent toujours plus riches pendant que les pauvres deviennent encore plus pauvres !

C'est une des conséquences des bas revenus des parents qui, pour faire face à la cherté du coût de la vie, font ce qu'ils peuvent, y compris en mettant leurs enfants à contribution.

Ces représentants des riches veulent tout juste que ces enfants ne soient pas trop visibles dans les quartiers chics pour ne pas gêner leur paysage.

Comment vont-ils donc s'y prendre pour les chasser ? Vont-ils utiliser leurs policiers et leurs militaires comme ils le font contre les grévistes ?

MORTS CADEAUX !

Dans leur course à la mangeoire, bien de politiciens de ce pays ont entraîné plusieurs fois des pauvres gens dans la barbarie ethniste et xénophobe. Ils ont utilisé des milices armées pour tuer de pauvres gens. Et voilà, comme si de rien n'était, ces mêmes dirigeants s'entendent maintenant comme des larrons en foire.

Gbagbo, lui, il fait carrément fête à buffet ouvert ! Koné Katinan, son porte-parole, a réintégré son poste à la direction générale des impôts qu'il occupait avant

qu'il ne soit ministre. Il en est de même pour Kadet Bertin qui était alors ministre de la défense sous Gbagbo. On peut notamment citer aussi ceux de la « *galaxie patriotique* » : les Kacou Brou dit « *maréchal KB* », Watchar, Kedjebo, etc. La liste des gens qui ont ainsi regagné la fonction publique est longue.

Les centaines ou les milliers de gens qui les ont suivies, dont certains y ont laissé leur vie, doivent se retourner dans leur tombe... s'ils en ont eu une !

L'ARNAQUE DES COMPTEURS DITS "SOCIAUX" DE LA CIE

En 2014, le gouvernement, à grand renfort de publicité, avait fait le lancement des compteurs à carte de la CIE. Cela avait été présenté comme une panacée contre les branchements anarchiques et la fraude sur le réseau électrique. En payant la somme de départ de 1000 F on pouvait

être raccordé et en suite payer petit à petit le restant des frais étalés sur 10 ans. En son temps, cela avait été ressenti à juste raison comme un soulagement par beaucoup de petites gens, tellement les frais de raccordement au réseau électrique étaient hors de portée.

L E U R S O C I E T E

Entretiens, la CIE, en complicité avec l'État, a gonflé ces frais qui sont passés à 190.000 F pour tous les « compteurs Sociaux » alors qu'auparavant, pour un compteur de 5 ampères ces frais s'élevaient à 100.000 F plus une caution de 7.000 F pour le compteur.

La CIE et le gouvernement ont une bien curieuse manière de faire du social en faisant payer encore plus cher aux plus pauvres. Même étalé sur dix ans et enrobé de belles paroles, cela s'appelle plutôt de l'arnaque !

ENCORE UN CHAUFFEUR DE GBAKA ET SON APPRENTI VICTIMES DES GNAMBROS

Dans la matinée du jeudi 28 octobre, le transport en commun a connu des perturbations. Les chauffeurs de gbakas ont manifesté pour protester contre la bastonnade infligée à un des leurs par des gnambros. Sur les axes Bingerville-Adjamé, Abobo-Adjamé et Yopougon-Adjamé, nombre d'usagers ont été contraints de faire le trajet à pieds.

Le phénomène des gnambros est une plaie pour le transport en commun de la ville d'Abidjan. C'est une vraie mafia qui se fait appeler « syndicat » de transport et qui rackette sans vergogne les woro-woro

et les gbakas. Ils forcent les conducteurs de ces véhicules à leur payer un droit de chargement et n'hésitent pas à utiliser la violence pour dissuader tout chauffeur non-coopératif. Il s'ensuit souvent des blessés graves ou même des morts. Mais les gouvernements successifs laissent prospérer cette pratique. C'est dans ce milieu qu'ils recrutent les exécutants de leurs basses besognes. En plus, il n'est pas dit que les millions soutirés aux transporteurs ne remontent pas plus haut dans la hiérarchie de l'administration étatique.

PLUIES DILUVIENNES : CE SONT LES PAUVRES QUI EN PÂTISSENT LE PLUS

Le vendredi 22 octobre dernier une forte pluie s'est abattue sur la ville d'Abidjan. Les dégâts sont énormes. On note la mort de deux enfants d'une même famille à Yopougon. En partant à l'école, ils ont été emportés par les eaux. Certains lieux d'habitation ont été inondés. Des appareils et des biens ont été endommagés. À la zone industrielle de la même commune, les eaux étaient montées à un niveau tel que la circulation des piétons et parfois même des véhicules était impossible. Les autorités se sont rendues chez les parents qui ont perdu leurs enfants pour dire un soi-disant

« yako ». Pourtant ils ne font rien pour éviter de telles catastrophes ... à part détruire de lieux d'habitations des petites gens.

Pour conduire les eaux usées et de ruissellement des quartiers de riches et des zones industrielles vers la lagune, ils ont construit des caniveaux à ciel ouvert de plusieurs mètres de largeur et de profondeur qui traversent les zones d'habitations, sans la moindre mesure de sécurité. À la moindre erreur, un passant peut faire une chute et perdre la vie comme ces deux enfants.

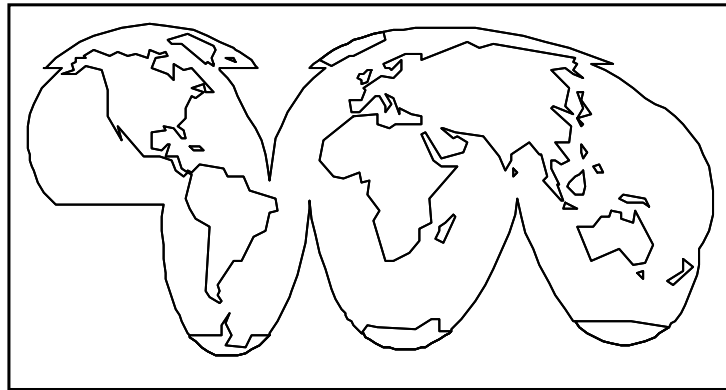
L E U R S O C I E T E

Dans ces quartiers pauvres, il n'existe généralement pas de canalisation. Quand il pleut, l'eau se fraie son propre chemin en détruisant tout sur son passage. Il est impossible de sortir et même de dormir tranquillement quand il pleut. Partout il y a du danger. Dehors il y a le risque d'électrocution dû aux installations banabanas et aussi le risque d'être emporté par les eaux. À l'intérieur, il y a la crainte d'écroulement de la maison ou d'éboulement de terrain, etc.

Dans les quartiers ouvriers, même après la pluie, ce n'est pas le beau temps, comme le dit l'adage. La seule joie c'est d'avoir recueilli un peu d'eau. Sinon, c'est la boue partout, la destruction de tuyaux d'eau et de câbles électriques.

Ce calvaire risque de durer longtemps, jusqu'à ce que la colère éclate au grand jour et oblige les autorités publiques à mettre tous les moyens pour y remédier.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

| |
|---|
| SOUDAN : LES MILITAIRES TENTENT D'ÉCRASER LA POPULATION |
|---|

(Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans l'hebdomadaire Lutte Ouvrière du 27 octobre 2021.)

L'armée soudanaise a entrepris de prendre le pouvoir lundi 25 octobre, réprimant sauvagement la population qui manifestait. Les chefs militaires ont fait arrêter les dirigeants civils qui siégeaient avec eux à la direction du pays, à commencer par le Premier ministre, Abdallah Hamdok.

Ils ont jugé que l'heure était venue d'en finir avec la fiction d'un pouvoir partagé entre civils et militaires qui leur avait permis, deux ans auparavant, de calmer le soulèvement populaire.

En avril 2019 en effet, les manifestations populaires avaient abouti en cinq mois au renversement d'Omar el-Béehir. Parti d'une révolte contre le triplement du prix du pain, le mouvement avait embrasé tout le pays et s'était rapidement donné comme objectif le départ du dictateur. La répression se révélant incapable d'en venir à bout, les chefs de l'armée avaient finalement fait le choix d'évincer Omar el-Béehir et de l'emprisonner. L'Association des professionnels soudanais (APS), constituée de représentants de la petite bourgeoisie, auxquels les manifestants faisaient confiance pour son opiniâtreté à appeler jour après jour à de nouvelles manifestations, avait alors négocié un compromis avec ces militaires. Cet accord prit la forme d'un partage des sièges au sein d'un Conseil de souveraineté, censé conduire le pays à des élections libres. Un militaire, le général Abdel Fattah al-Burhan, devint chef de l'État, et un civil, Abdallah Hamdok, fut nommé Premier ministre.

En fait de partage, cet accord laissait tout le pouvoir réel entre les mains des généraux. Ils gardaient la haute main sur l'armée, la police et la justice. Les civils, quant à eux, occupaient des postes où ils avaient en charge la gestion de l'économie, à condition toutefois de ne pas toucher aux propriétés et aux

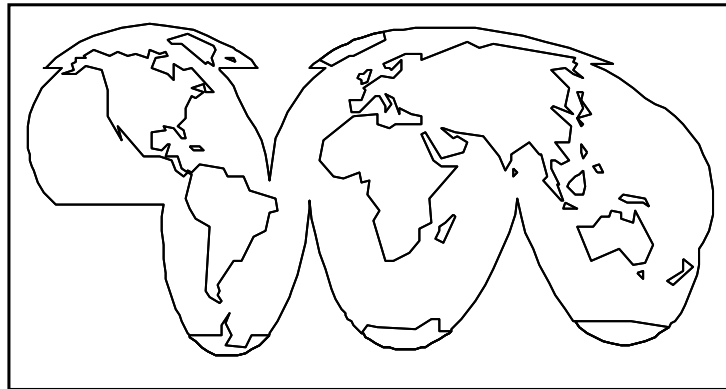
entreprises appartenant à l'armée. Les généraux contrôlent 250 sociétés dans tous les secteurs vitaux et sont à la tête de très nombreux trafics. Le rôle des dirigeants civils se résumait ainsi à faire accepter à la population pauvre la misère et son aggravation. En un an, l'inflation a été de 150 %. Les coupures d'électricité sont quotidiennes, parfois douze heures par jour, et les files d'attente s'allongent devant les boulangeries. En janvier, les habitants de certains quartiers de Khartoum ont manifesté pour réclamer du pain. Ils ont été dispersés par les forces de répression. La situation s'est encore aggravée en juin, après la suppression des subventions sur les carburants qui a fait doubler les prix, et déclenché des manifestations contre les autorités de transition. Les ministres civils responsables de l'économie ont laissé la situation empirer, ne voyant d'espoir que dans la réduction de la dette ou les crédits du FMI qui, pour sa part, exigeait des mesures d'austérité. Ils se sont ainsi déconsidérés.

Un premier coup d'État en septembre fut un échec. Fattah al-Burhan mit en cause des officiers proches de l'ancien dictateur Omar el-Béehir, tout en accusant les dirigeants civils de semer le chaos dans le pays. Mais le 25 octobre, les chefs de l'armée ont été unanimes pour déclencher le coup d'État. Comme deux ans auparavant, les habitants des quartiers pauvres, les étudiants, les jeunes et les travailleurs sont descendus dans la rue, se heurtant aux forces de répression. L'armée a tiré, faisant plusieurs morts. Policiers et militaires ont poursuivi certains manifestants jusque chez eux pour les tabasser à mort, et ont roué de coups des femmes dans la rue. Mais la population ne s'avoue pas vaincue pour autant. En 2019, la répression avait été tout aussi sauvage, sans réussir à la briser.

En résistant comme ils peuvent au coup d'État, les travailleurs soudanais font preuve du même héroïsme que lorsqu'ils avaient réussi à renverser Omar el-Béchir. Mais cet héroïsme ne pourra vraiment permettre d'en finir avec la dictature que s'il s'y ajoute la conscience qu'une lutte à mort est engagée avec tous les chefs

militaires, un combat où ceux-ci ne semblent reculer que pour mieux massacrer les travailleurs plus tard. Pour vaincre, il n'y a pas d'autre moyen que de les priver de leurs moyens de nuisance, en brisant leur armée, leur police et leur pouvoir économique.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.